

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{me} ANNEE — N° 95

LE NUMERO :

1^{er} janvier - 17 janvier 1971

0,50 F - 5 F. B.

En Pologne aussi, les ouvriers se battent contre le capital

Aucune convulsion sociale, parmi celles qui sont survenues depuis vingt ans derrière le « rideau de fer », n'a peut-être révélé un caractère prolétarien aussi incisif que les grèves et émeutes des ouvriers des ports polonais de la Baltique. Ce caractère n'est pas nouveau dans l'Est européen, et il s'était déjà affirmé lors des événements de Berlin-Est en 1953, de Poznan et de Hongrie en 1956. Mais à la différence des mouvements passés, généralement englobés dans une revendication d'ensemble nationale et démocratique, l'explosion sociale, cette fois, ne comporte aucune concession à l'idéologie bourgeoise ; ce qui est un fait remarquable dans un pays où le nationalisme traditionnel se renforce de la tyrannie exercée par les « frères-Russes ». Ce coup-ci, c'est

une atteinte directe à leurs conditions immédiates de vie qui a mobilisé les ouvriers polonais. C'est la défense de leur survie physique de travailleurs salariés qui les a contraints à affronter la répression et à mettre pratiquement en accusation un système qui appelle « socialisme » les salaires de misère, assimile la grève à un délit, répond aux revendications ouvrières par la mitrailleuse.

Il en fallait certes bien plus pour le renverser. Les dirigeants de Varsovie ont su réagir très vite. Sans hésiter à décapiter leur propre équipe au pouvoir, ils ont rapidement changé de ton, admis que la révolte ouvrière n'était pas — selon la version primitive — le seul fait de « hooligans » et « anarchistes », mais bien « le résultat de difficultés réelles ». Ce lest ne fut lâché, bien enten-

du, que pour rétablir l'ordre au plus vite et poursuivre le même but que précédemment, mais sous des formes plus habiles. Leurs intentions, mieux dissimulées, ne diffèrent pas pour autant de celles de leurs prédécesseurs. Sur le plan revendicatif, ils n'envisagent que « d'améliorer le sort des familles aux revenus les plus bas ». Sur le plan politique, ils protestent de leur désir d'un « lien plus étroit avec la classe ouvrière ». Ils promettent « le dialogue », une « discussion créatrice », mais n'oublient pas d'exiger « un sens élevé des responsabilités » ; ce qui signifie, en clair, qu'ils n'entendent rien changer au programme d'austérité dont la première application est à l'origine des troubles de Gdansk, Sopot, Gdynia, Szczecin et Slupsk.

Pour l'immédiat, en contre-partie de ses morts — certainement plus nombreux qu'on ne le dit — le prolétariat polonais n'obtient donc qu'un banal changement de personnel politique dirigeant. Ce qui, dans les autres pays, surgit de l'urne électorale, se paie, en régime pseudo-socialiste, au prix du sang. Mais le résultat est le même qui accredit le mensonge solennel selon lequel, pour mettre un terme aux misères de la société, il suffit de changer les hommes et non le mode de production. Des flots de paroles, et de pages imprimées sont en effet destinées, par-tout, mais bien entendu en Pologne surtout, à persuader les masses en colère que les événements sanglants des ports de la Baltique sont le fait de malentendus, d'une mauvaise organisation, d'une information insuffisante, etc... Un certain personnage haut-placé, qui ne paraît d'ailleurs pas touché par la purge expéditive de ces derniers jours, n'a-t-il pas eu le front de dire que grèves et émeutes étaient « les résultats douloureux d'un manque de réflexion, de responsabilité, de la part de ceux qui ont abandonné le travail et sont sortis dans la rue... » ? Dans la bouche de cette engeance de canailles, l'offensive consciente et déterminée de l'Etat national contre la classe ouvrière est qualifiée de « regrettable insuffisance », le crime devient « erreur » et ses victimes sont tancées comme des coupables !

Quel « provocateur » est donc à l'origine de cette révolte ? Qui donc a suscité tout à la fois les grèves et le matraquage de la police, allumé les incendies et déchainé les tanks ? Le nom de ce responsable s'inscrit en filigrane sur les écriteaux criant : « Nous voulons du pain ! ». C'est le capitalisme dont les politiciens, les technocrates et autres falsificateurs staliniens du marxisme ne sont que les serviles agents d'exécution. De « situation nouvelle » en « voie spécifique » du socialisme, ils ont prétendu concilier ce dernier avec les lois du marché, de la concurrence et de l'accumulation du capital. Ils en récoltent aujourd'hui les fruits. Un seul « instigateur » est capable de dresser les ouvriers contre un régime féroce-ment policier ; un seul « hooligan » peut porter leur colère au paroxysme, et son nom s'écrit : **capital** !

★

« Un quart de siècle après l'élision du système capitaliste et des vestiges féodaux, ce qui vient de se passer (en Pologne, NDR) serait inexplicable sans erreur ou insuffisance de la direction du Parti et de l'Etat », écrit E. Fajon dans "L'Humanité". Nos innombrables « communistes » nationaux, tirés de leur douillette fornication électorale par les coups de feu de Gdansk ou de Szczecin, ne sauraient évidemment se poser d'autres questions concernant cette « élimination » du capitalisme qui, non seulement perpétue l'esclavage salarié de la force de travail, mais encore, comme dans les plus dignes pays

bourgeois du monde, réduit par décret le salaire au profit de l'accumulation du capital. Quant à leur homologue Gierk, nouveau promu à la tête du P.C. polonais, il « explique » l'émeute et la grève par le fait qu'on n'ait pas « largement consulté la classe ouvrière ». Comme si les ouvriers, dans ce cas, eussent accepté de bon cœur des augmentations de prix de l'ordre de 30 % ! Comme si la brutalité même de cette majoration n'impliquait pas qu'on l'adopte sans prendre l'avis des intéressés !

Trêve donc d'étonnement feint et de jésuitique indignation : tout ce beau monde savait déjà de quoi il retournait. Même ceux qui ont aujourd'hui pour charge de tirer l'Etat polonais de ce bourbier sanglant. Ils divergent peut-être de l'ancienne équipe dirigeante en matière de politique extérieure, notamment à l'égard de l'Allemagne de l'Ouest, mais sûrement pas en ce qui concerne la nécessité de produire plus

et à meilleur prix. Parmi tous ces bureaucrates bien nourris et bien vêtus, qui a pu croire une seconde l'affirmation officielle selon laquelle des majorations de prix de 20 à 30 % « n'abaisseraient passagèrement que de 2 % le niveau réel des familles de travailleurs aux revenus les plus bas », et ce dans un pays où les produits textiles, par exemple, coûtent deux fois plus qu'en France ? De tels calculs rappellent certaines acrobaties arithmétiques qui escamotaient l'augmentation du S.M.I.G. en réduisant le prix d'un article superflu et en augmentant celui d'un produit nécessaire. Il est vrai qu'en Pologne, la manœuvre porte, non plus sur la balle de tennis, mais sur le rétroviseur !

Contre la propagande impudente qui prétend expliquer émeutes et les morts par des « insuffisances » de direction ou des « conceptions irréflechies » de certains chefs, nous affirmons que tous les fonctionnaires de l'Etat et du Parti polonais

étaient parfaitement conscients du but poursuivi par les mesures qu'ils avaient eux-mêmes décidées. Ils savaient qu'ils fallait faire payer aux travailleurs l'effort de rajeunissement et de modernisation de l'industrie nationale. Ce qu'ils n'avaient pas imaginé c'est la vigoureuse réaction des ouvriers et c'est cette « imprévision » que se jettent à la tête les diverses fractions d'une cohorte de bandits politiques parfaitement d'accord entre eux... aussi longtemps que le prolétariat accepte sans protester leurs décisions communes.

Le communiqué officiel du gouvernement polonais expliquait d'ailleurs très clairement de quoi il s'agissait et "L'Humanité" du 17/12/70, qui en reproduit le passage le plus important, souligne que, en Pologne, « la production agricole n'a pas suivi l'augmentation de la demande », ce qui a motivé « le décret annonçant un réajustement des prix ». Selon les termes mêmes

du communiqué polonais, les modifications des prix « auront des répercussions, la chose est claire, » sur le budget des familles selon le niveau de leurs revenus et de leurs dépenses ». « La décision du changement des prix — poursuit le texte — a été prise par le gouvernement afin d'opérer une nécessaire adaptation de la demande » à l'approvisionnement en produits alimentaires, principalement la viande, aux possibilités réelles du marché, comme à la nécessité d'adapter le barème des prix de détail et donc les structures de consommation aux exigences du développement de notre économie. Jusqu'à présent les prix d'une grande quantité de produits alimentaires ne couvraient plus leur coût de production et même, dans certains cas, l'achat de fertilisants agricoles. En conséquence ce l'équilibre devait être rétabli

(Suite en page 4)

ESPAGNE 1970 :

Nationalisme et démocratisme, nouvelles armes de la conservation sociale

Et oui, l'unité s'est faite ! Tous les ennemis avoués du communisme et tous les prétendus communistes, toutes les nuances de la petite-bourgeoisie « humanitaire » et « progressiste », tous les démocrates, tous ceux qui veulent prolonger l'esclavage salarié pour la classe ouvrière, en la trompant, en l'abreuvant de leurs théories fumées sur la liberté et le respect de la vie humaine, les voilà tous réunis pour « sauver » les seize militants nationalistes basques de l'E.T.A. Des intellectuels, des artistes, des industriels et toutes sortes d'aspirants-propriétaires font la grève de la faim, les politiciens invoquent l'ange de la Justice et de la Démocratie et la Ligue des Droits de l'Homme envoie son télégramme de protestation.

Quel tapage ! Souvenons-nous des trois prolétaires assassinés à Grenade il y a juste quelques mois ; quelles ont été les réactions de tous nos démocrates ? Nulles, ou presque. C'était naturel ; que des ouvriers se fassent massacrer quand ils manifestent pour des revendications de classe, pour défendre leur force de travail est chose banale dans les démocraties, même populaires, et qui ne soulève donc pas leur indignation ; mais que des militants d'une organisation petite-bourgeoise, nationaliste et démocratique soient en danger, alors voilà la levée de boucliers, et même les socialistes français crient au crime, eux que l'on a vu à l'œuvre en Algérie.

Sur la base de particularités ethniques que le relief montagneux du pays avait préservées de l'influence espagnole (sauf dans les régions plates de la vallée de l'Ebre, dans l'Alava et la Navarre), engendré par l'implantation des premières exploitations de mines et des premières aciéries et usines d'armes dans le pays, alimenté par l'« ami » anglais, le nationalisme basque est né du développement capitaliste de la région qui exigeait une main-d'œuvre plus nombreuse que celle que le peuple autochtone pouvait fournir. Le capital a donc dû amener des travailleurs de Castille, d'Andalousie et d'ailleurs pour les usines de Bilbao, de Baracaldo, d'Eibar et de tous les centres industriels qui se développaient rapidement.

Ces étrangers, ces « machetos » comme on les appellera, devinrent des concurrents pour les ouvriers basques sur le marché du travail, et comme aujourd'hui en France, en Suisse ou en Allemagne, apparurent le mépris et la haine envers ces travailleurs venus de régions plus arriérées. Parallèlement à la grande industrie, surgissent au pays Basque d'innombrables petites entreprises employant au plus quelques dizaines de salariés et produisant des pièces pour les fabriques plus importantes. Ces petits patrons, avec tous les boutiquiers, forment une petite-bourgeoisie nombreuse et presque exclusivement basque ; celle-ci est à son tour opprimée par le grand capital dont on ne distingue plus les origines ethniques, et voit dans l'évêque castillan, dans le percepteur et le flic du gouvernement de Madrid, la

barrière qui l'empêche de disposer à sa guise des profits qu'elle extorque aux travailleurs.

Sur ces bases matérielles vont revivre des réminiscences du moyen-âge ; on regarde en arrière, vers le Baserrri (petite exploitation paysanne), vers « Jaune Goikoa eta Lege Zarra » (« Dieu et la loi ancienne », slogan traditionnel du nationalisme basque), vers ces vieilles montagnes qui les avaient préservés pendant longtemps. Ainsi vont apparaître les « mendogizale » (groupes de jeunes qui se réunissent pour des excursions en montagne) qui deviendront les foyers du nationalisme basque et qui formeront en période d'autonomie (pendant la guerre civile) l'essentiel de la police militaire et des bataillons de Gudaris (soldats basques).

Digne héritière de ce nationalisme anachronique dans un pays minuscule, l'ETA se définit elle-même : « Nous sommes anti-espagnols, contre la colonisation par l'Espagne, quel que soit son gouvernement... Le véritable ennemi c'est l'impérialisme de Madrid... » Le seul front que nous voulons constituer est un front basque — y compris avec ceux que les marxistes-léninistes (tendance de l'E.T.A. proche du P.C. espagnol, NDR) appellent les bourgeois. Ce qui compte pour nous ce n'est pas de renverser tel ou tel régime, c'est de former un Etat basque avec des forces basques. Un Etat basque dans lequel l'ouvrier basque sera heureux pour la seule raison qu'il sera exploité par son capitaliste, qu'il sera injurié dans sa langue, qu'il sera peut-être tué par les balles d'un fusil fabriqué en pays basque et tenu par un policier basque. Et les Basques de France n'auront plus besoin d'aller se faire exploiter à Bordeaux ou à Paris, ils le seront encore mieux à Bilbao : c'est ce que leur promet un dirigeant de l'E.T.A. interviewé par "Le Monde".

Qu'on ne vienne pas nous parler de lutte pour l'indépendance nationale sur le terrain qui n'est plus national du monde capitaliste ! Qu'on ne vienne pas nous rebattre les oreilles avec « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » ! Si au pays basque, région au capitalisme avancé, avec une importante industrie implantée depuis plus d'un siècle et un prolétariat développé, les mots d'ordre purement communistes ne sont pas à l'ordre du jour, où donc le sont-ils ? C'est la canaille petite-bourgeoise qui est nationaliste, démocrate ou fasciste selon les circonstances, mais nationaliste toujours. Ce ne sont pas les exemples qui manquent dans l'histoire des cinquante dernières années.

Certes, les ouvriers manifestent pour apporter leur soutien aux accusés ; certes, il existe dans l'E.T.A. une tendance ouvrière, et nous ne doutons pas qu'une bonne partie de ses militants essaient instinctivement de se débarrasser de l'oppression capitaliste, mais ils

(Suite en page 4)

Le cinquantenaire du parti qui n'a jamais existé

En cette fin décembre 1970, 50 ans, jour pour jour, nous séparant du Congrès de Tours de 1920, qui vit la scission du vieux Parti Socialiste français. On peut verser tous les flots d'insanités politiques possibles et imaginables sur la nature et la portée exactes des débats de ce congrès pour faire croire que ce fut une « erreur », un « accident », quelque chose de « regrettable ». Ce qu'on ne parviendra pas à cacher, c'est la signification générale de la période historique dans laquelle s'inscrit la formation du Parti communiste, section française de l'Internationale communiste.

A cette époque, en écho à la grande Révolution d'Octobre, retentissait le plus grand défi que classe exploitée ait jamais lancé à classe exploiteuse, éclatait, dans tous les partis socialistes du monde, une formidable bataille politique dont on peut dire, avec le recul, que le sort de toute la société, pour un demi-siècle, a dépendu : d'un côté les partisans fervents de la nouvelle Internationale, de l'autre ses adversaires acharnés.

REFORMISME DEMOCRATIQUE ET COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE : DEUX ENNEMIS IRRECONCILIA-BLES

Il faut jeter avec force toute la vérité historique à la face de toute une génération de politiciens qui, aujourd'hui, veulent effacer cet événement décisif. Contre la poignée de jeunes militants enthousiastes qui répondaient « présents » à l'appel de la III^{ème} Internationale, ne se dressait qu'une cohorte de traîtres et de renégats. Ceux qui avaient renié leurs engagements les plus formels et étaient passés, avec armes et bagages, à l'adversaire social. Ceux qui avaient promis, en cas de guerre, de déclencher la grève générale et qui appelèrent au contraire les ouvriers à se faire étriper dans les tranchées. Ceux qui, oubliant que « les prolétaires n'ont pas de patrie », avaient bafoué l'internationalisme au nom de la défense nationale. Ceux qui, foulant aux pieds le fameux amendement de Lénine et Rosa Luxemburg voté à l'unanimité du Congrès de Stuttgart de 1907 et prescrivant « d'utiliser les misères de la guerre pour précipiter la chute du capitalisme », continuaient, la paix revenue, la même défense du capital qu'ils avaient assumé durant la guerre.

On comprend que les actuels dirigeants du P.C.F. qui, vingt ans après Tours, ont perpétré la même trahison (avec un degré supplémentaire d'infamie, puisqu'ils ne devaient leur propre existence politique qu'au fait qu'ils l'avaient précédemment condamnée) ne manifestent aucun enthousiasme à rappeler ce qu'ils considèrent comme une sorte de *péché de jeunesse*. Mais leurs plus habiles déclarations ne peuvent dénaturer les faits : derrière les deux groupes d'hommes qui s'affrontaient à Tours, s'opposaient des principes inconciliables. Les uns défendaient le « réformisme », c'est-à-dire la transformation sociale par voie légale et parlementaire ; les autres étaient partisans de la dictature du prolétariat. Les premiers s'intitulaient *sociaux-démocrates*

parce qu'à leur yeux le socialisme n'était que le prolongement naturel de la démocratie bourgeoise. Les seconds répétaient, après Lénine, que « la plus démocratique des Républiques n'est que dictature du capital », que l'Etat bourgeois est « un instrument de contrainte au service de la classe dominante » et que l'émancipation de la classe ouvrière est impossible sans sa destruction préa-

lable. En reprenant les principes du « Manifeste communiste » de 1848, ils en revendiquaient aussi le nom. Les uns étaient ceux que Lénine appelait les « sociaux-traîtres », les « sociaux-chauvins », les autres incarnaient l'espoir révolutionnaire de toute une génération, jetée à dix-huit ans dans le carnage de la guerre impérialiste.

A Tours, aussi bien derrière les manœuvres les plus discutables que derrière les invectives les plus ouvertes, c'était donc deux perspectives historiques qui s'affrontaient. Ce combat pour la direction d'organisations que la classe ouvrière s'était données au prix de tant de luttes passées, c'était la projection en champ clos d'un de ces grands *alignements* historiques que la société ne connaît qu'en des phases cruciales où révolution et conservation sociale s'affrontent à visage découvert. C'était, en un mot, toute la lutte de classe un instant enfermée dans la salle du Manège de Tours, où se tenait le congrès. D'un côté des chefs déshonorés, avilis, qui se plaçaient sous la protection directe de leurs maîtres bourgeois. De l'autre une promotion de militants tournés vers un avenir qui semblait alors promettre la fin proche de tout esclavage capitaliste. Prolétaires contre bourgeois ! Dictature révolutionnaire contre parlementarisme capitaliste ! Rouges contre tricolores ! Révolution contre conservation sociale !

L'OPPORTUNISME « COMMUNISTE » RENOUÉ AVEC LA TRADITION SOCIAL-DEMOCRATE

Le mouvement prolétarien ne peut échapper à ses erreurs et surmonter ses défaites que par de terribles ruptures survenant au sein de ses forces organisées. La rupture de 1920 était nécessaire, indispensable, pour retrouver la voie révolutionnaire tracée par Marx et abandonnée par l'opportunisme social-démocrate et réformiste. Mais ceux-là mêmes qui l'ont consommée à Tours en faveur de la III^{ème} Internationale, l'ont par la suite annulée et effacée en reprenant à leur compte le programme, les méthodes d'action et même l'idéologie de leurs adversaires d'alors. Ils sont ainsi exactement revenus au point d'où ils étaient partis. Ils ont refait leurs positions qu'ils avaient vigoureusement dénoncées. Quiconque a la patience de se replonger dans la lecture du compte rendu sténographique du Congrès de Tours en découvre la preuve flagrante dans les discours de Blum, ami de Renaudel, socialiste « de gouvernement » durant la guerre. Le langage que tenait cet adversaire acharné de la III^{ème} Internationale, les arguments qu'il évoque et les conceptions qu'il développe sont exactement identiques, point par point, à ceux du P.C.F. actuel !

Écoutons donc Blum déclarer que le Parti socialiste « est un parti de recrutement aussi large que possible », ouvert « à tous ceux qui veulent travailler à la substitution d'un régime économique par un autre » et dans lequel « toutes les nuances d'opinion sont tolérées » entre « ceux qui imaginent aboutir aux buts par tels moyens et dans tel temps » et « les autres », qui pensent y parvenir « par tels autres moyens et dans tel autre temps ». Ne

croierait-on pas entendre, hier les Thorez et les Duclos, aujourd'hui les Marchais et les Fajon, lorsqu'ils appellent à eux tous les patriotes, les bons Français, les « hommes épris de progrès » et les « adversaires des monopoles » ? Jusqu'aux mots utilisés qui sont identiques, parmi lesquels on retrouve l'union la plus large possible et la substitution de la démocratie véritable au pouvoir personnel.

On devine quel était le dessein de Blum au congrès de Tours et les véritables raisons de la tolérance qu'il affichait envers la diversité des *moyens* et des *délais* de la « transformation sociale » : il s'agissait de ne pas remettre en cause la politique réformiste du parti socialiste qui venait de sombrer dans la plus sanglante des collaborations de classe. Pour la même raison, ceux qui ont récidivé dans l'Union sacrée s'abstiennent aujourd'hui à leur tour de trancher entre les « voles du socialisme » dont ils proclament la diversité : ils entendent ne pas condamner la *seconde défaite historique* du réformisme, dont ils sont eux, cette fois, les auteurs directs.

Entre sociaux-démocrates d'hier et faux communistes d'aujourd'hui la similitude est plus édifiante encore en ce qui concerne la conception du socialisme et le sens à donner au mot « révolution ». Blum disait à Tours : « Si c'est la transformation qui est la révolution, alors tout ce qui, même dans le cadre de la société bourgeoise, peut préparer cette transformation, devient travail révolutionnaire » ; « tout ce qui est extension à l'intérieur de la société capitaliste des organisations ouvrières de toutes sortes, tout cela est révolutionnaire ». « Les réformes mêmes - ajoute-t-il - si elles servent à accroître, à consolider les emprises de la classe ouvrière sur la société capitaliste sont révolutionnaires ».

Cette « transformation » dans le cadre de la société bourgeoise est bien celle que vise le P.C.F. d'aujourd'hui lorsqu'il fait de la « démocratie véritable » le tremplin du socialisme. La participation à la gestion des entreprises nationalisées qu'il réclame pour la C.G.T. (une de ces « organisations ouvrières » visées par Blum), la place qu'il

demande pour elle dans les organismes du Marché commun, celle qu'il obtient à la Commission du Plan, ce sont bien ces extensions à l'intérieur de la société capitaliste dont parlait Blum. Les « nationalisations démocratiques » qu'il vante comme devant « faire reculer les monopoles », voilà bien une de ces réformes, propres, toujours selon Blum, à consolider l'emprise de la classe ouvrière sur la société capitaliste ! Langage et contenu retrouvent les mêmes mots parce que la trahison est la même, la mystification réformiste identique et la rupture entre révolutionnaires d'hier et opportunistes de tous les temps définitivement colmatée.

« Mêmes séparés restons des frères - disait Blum en terminant sa péroraison de Tours - qu'un foyer commun puisse encore nous recueillir ». Dans le fond, sinon encore dans la forme, le vœu du social-démocrate est depuis longtemps exaucé : les éphémères communistes de 1920 sont revenus au bercail du réformisme national, mais en rapportant une moisson de scélératesses à faire pâlir leurs aînés !

Aujourd'hui les dirigeants du P.C.F. peuvent très logiquement se réclamer d'un réformisme démocratique jamais démenti dans une ligne politique qui couvre plus de trois décennies : la phase véritablement communiste de ce parti est très lointaine, oubliée, dérisoire, en regard de près de 40 années de bons et loyaux services rendus à la patrie, à la démocratie et à la grandeur nationale ! Timides furent les tentatives du début en vue d'adopter un programme révolutionnaire ; hés-

LE RÔLE DU P.C.F. DANS LA DEGENERESCECE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Il faut rechercher les causes de ce fait, d'une part sur le plan de la lutte générale entreprise par la III^{ème} Internationale, d'autre part sur le plan des traditions spécifiques au mouvement ouvrier français, ou, plus exactement, dans la conjonction néfaste de ces deux aspects sous le signe de la défaite internationale du prolétariat. Qui n'a pas réalisé, en effet, la profondeur de cette défaite, qui ne sait reconnaître, dans les positions présentes du P.C.F., la trahison réformiste dont la France a été le berceau, ne peut rien comprendre à la fonction d'une clique de renégats qui insultent Lénine et la Révolution d'Octobre en se réclamant d'eux.

Le drame du prolétariat français c'est d'avoir, au cours de son histoire, écrit les pages les plus glorieuses de la lutte des classes sans parvenir à en assimiler le sens. C'est d'avoir lancé « l'assaut au ciel » de la Commune et végété dans un demi-siècle de parlementarisme. C'est d'avoir accepté l'un des premiers programmes socialistes en Europe sans construire un parti capable de le défendre. C'est d'avoir condamné tous les « possibilismes » pour finalement se dissoudre dans l'humanitarisme réformiste d'un Jaurès ! De là sa faiblesse extrême durant l'épreuve de la première guerre impérialiste mondiale, la précarité de son potentiel politique lors de la formation du Parti Communiste qui, pour exister, dut pactiser, de la façon la plus malsaine, avec la fraction centriste du vieux parti socialiste dont il entendait se séparer. Ses fondateurs - ce Frossard, qui se vantait d'avoir été « défense nationale » jusqu'à la paix, ce Cachin jusqu'au boutiste qui saluait obséquieusement la révolution russe précédemment combattue par lui - avaient encore la bouche pleine de « Marseillaises » tricolores et sur leurs mains le sang frais des prolétaires envoyés à la boucherie au moment même où ils allaient solliciter leur intronisation par Moscou ! Un franc-maçon bien résolu à n'appliquer ni les méthodes, ni

tante la revendication de la dictature du prolétariat, équivoque la dénonciation de la social-démocratie. La lutte courageuse contre l'occupation française de la Ruhr en 1923 fut éphémère, tout comme l'action contre les expéditions coloniales de 1924-26 au Maroc et en Syrie.

Par contre, les offres d'unité faites aux sociaux-traîtres, l'appui apporté à leurs ministres, occupent, elles, pratiquement toute l'histoire connue de ce parti, qui égrène tout un cha-pelet de compromissions et de bassesses devant les « gérants loyaux du capitalisme », depuis le lointain Bloc des Gauches de 1924 jusqu'à la tentative auprès de la Fédération de Mitterrand quarante ans plus tard, en passant par le Front populaire, la Résistance patriotique et la Reconstruction nationale. Des cours de la C.G.T. sont bannies les pages évoquant l'effort de la C.G.T.U. pour donner aux prolétaires de France un syndicalisme de lutte de classe. L'antimilitarisme d'antan est biffé de la tradition politique comme de la tradition syndicale ; les grèves désespérées des années 30 subissent le même sort. Mais le « retrouvez-les-manches » de Thorez à la Libération, les sacrifices imposés aux ouvriers pour remettre sur pied la machine capitaliste qui les exploite, sont célébrés comme des faits d'armes, de même que l'unité avec de Gaulle pendant et après le massacre impérialiste. Dans le P.C.F. d'aujourd'hui, tout ce que ce parti s'était engagé à faire lors de sa formation est étouffé ou extirpé, condamné ou maudit : aux yeux de deux générations au moins, il n'y a jamais eu, en France, de vrai Parti communiste !

le programme du communisme, un pourvoyeur de Mussolini en fonds secrets pour entraîner l'Italie dans la guerre, tels étaient les « chefs » que se donnait le jeune « parti communiste » de France !

Sous de tels auspices, pareil parti devait se révéler bien vite capable de jouer, dans l'Internationale communiste, un seul rôle : participer à son étouffement. Vivante, l'I.C. s'efforça en vain de lui communiquer quelque reflet de sa propre combativité de classe. Agonisante, elle y rencontra ses pires ennemis : l'opportunisme, la servilité, la corruption idéologique. La même raison qui fit du P.C.F. français, de 1920 à 1923, la bête noire des Lénine et Trotsky, lui valut par la suite la considération des Staline et autres assassins de la tradition d'Octobre. Son ascension dans le mouvement communiste international se dessine en raison directe du reflux révolutionnaire. Tout comme les philistins allemands qui, selon Marx, n'avaient connu la liberté, lors de la révolution bourgeoise de 1848, que le jour de son enterrement, leurs émules du P.C.F. n'approchèrent la révolution prolétarienne que pour couvrir de leurs voix son étrangement !

Ce rôle, il était prévisible que le P.C.F., avec ses lourds anté-

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. F.

REUNION DE LECTEURS A PARIS

Le vendredi 15 janvier, à 20 h. 45, à la Rédaction du « prolétaire », 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), 5^e, Métro Gobelins :

La révolte du prolétariat polonais
réduit à néant le mensonge
du « socialisme dans un seul pays »
(le présent journal tient lieu d'invitation)

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BESANCON, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, METZ, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, STRASBOURG, TOULON,

désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au « PROLETAIRE », B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

cédents, le jouât en cas de déroute de la révolution communiste européenne. Ce sont toujours les erreurs politiques qui déterminent la corruption du parti du prolétariat, et non l'inverse. Sans doute, dans le cas du P.C.F., l'erreur majeure incombe-t-elle à la III^e Internationale. Mais elle lui fut imposée en quelque sorte de l'extérieur, au travers des multiples vicissitudes d'un rapport de force défavorable. Elle existait par contre à l'état endémique dans le parti français. L'I.C., en se fourvoyant, violait littéralement ses propres principes, sa propre tradition. En agissant dans le même sens, le P.C.F., lui, obéissait à ses plus profondes tendances congénitales. Ce sont les fautes mêmes de l'Internationale qui permirent à ce parti de répandre dans tout le mouvement international les germes d'opportunisme et de révisionnisme qu'il incubait depuis sa naissance, mais il le fit en portant cette contagion à son point extrême : le stalinisme. Il n'avait jamais dépeuplé ses illusions parlementaristes : le néfaste mot d'ordre du « front unique » lancé par l'I.C. laissa le champ libre à son *électoratisme*. Il n'avait jamais renoncé au réformisme et au « ministérialisme » : la formule malheureuse du « gouvernement ouvrier » s'épanouit par ses soins en *Front populaire*. Il n'avait jamais désarmé contre ses éléments de gauche : il donna à fond dans la curée contre Trotsky, exclu de l'Internationale - ô ironie ! - au cours d'une séance présidée par le tricolore Cachin ! Quand les bolcheviks luttaient désespérément contre l'encerclement, la misère, la famine, le comité central du P.C.F. sabotait les directives de l'Internationale et protégeait dans ses propres rangs, ceux qui calomniaient l'Armée rouge et l'U.R.S.S. Mais quand la clique manœuvrée par Staline élimina l'opposition de gauche sous prétexte de bolchevisation, le P.C.F. se découvrit toute une armée de chefs-faillants serviles, de bureaucrates politiquement incultes et de stakhanovistes de la démagogie politique prompts à se prosterner devant le génial exterminateur de la vieille garde bolchevique !

De 1924 à 1934, durant les dix années qui virent l'Internationale dévaler la pente opportuniste jusqu'à n'être plus que le servile instrument de l'Etat national russe issu de la contre-révolution stalinienne, le triste rôle assigné par l'histoire au P. C. F. fut de transformer chaque défaite en déroute, chaque repli en débandade, chaque manœuvre en capitulation. Sous les insultes impuissantes à l'adresse des socialistes, l'adhésion progressive à leur idéologie. Derrière l'internationalisme verbal, les volte-faces commandées par la stratégie diplomatique de Moscou. Même dans le déploiement forcené de la folle « tactique de l'offensive », l'argument en réserve pour la future capitulation devant les Blum et Daladier.

Durant cette décennie fatale, toutes les sections de la III^e Internationale sont mortes en tant que partis communistes et cela seul permet de comprendre le développement monstrueux de l'une d'elle qui, tout en continuant à se réclamer de la destruction révolutionnaire du capitalisme, en est devenu le principal pilier. Le triomphe de la contre-révolution fut un fait international. Violente ou sournoise, elle a ravagé tous les partis communistes sans exception. Le P. C. F. agissait dans la partie de l'Europe que la vague révolutionnaire internationale n'avait même pas effleurée. Le capitalisme n'eut donc pas besoin de la répression de type fasciste pour désarmer le prolétariat. S'il y parvint, ce fut grâce à la complicité du stalinisme qui transforma substantiellement les communistes en

sociaux-démocrates. Les P. C. d'Europe centrale ou balkanique, d'Italie ou d'Allemagne, furent défaits dans une lutte armée. Le P. C. F. était, lui, destiné à la *démision idéologique* avec tous les honneurs bourgeois, au renoncement à la lutte de classe avec l'approbation des urnes électorales. Défaite la plus ignominieuse : elle le laissait numériquement intact, grossissait même ses rangs, mais au prix du passage de l'autre côté de la barricade sociale : pour la patrie contre l'internationalisme, pour le parlementarisme contre la lutte révolutionnaire, pour la production capitaliste contre la revendication ouvrière !

Contre ceux qui contesteraient cette « appréciation », nous disposons d'un argument de poids : celui d'en avoir prévu les étapes bien avant qu'elles ne se réalisent. Ces reniements possibles, ces dangers probables que représentait la tradition chauvine et réformiste maintenue par le P. C. français, notre courant, dont le représentant siégeait à la commission de l'Internationale pour les « affaires françaises », les dénonça avant qu'ils surgissent au grand jour et en déterminant sans équivoque de quel côté ils pouvaient venir ! A l'époque où le mouvement communiste entendait fonctionner comme un parti mondial, et non selon le principe hypocrite de « non-ingérence dans les affaires intérieures » des « partis frè-

LE P.C.F., PARTI DE L'ORDRE CAPITALISTE

On peut s'attendre ici à l'objection classique : mais le P. C. F. est formé d'ouvriers ? La belle raison ! N'était-ce pas aussi le cas de la social-démocratie allemande qui massacra Liebknecht et Rosa Luxembourg ? Non, le parti qui administre aux masses les mensonges les plus perfides du démocratisme bourgeois, qui mène « l'unité » aux sociaux-traitres massacreurs de communistes de la grande époque, qui vénère toutes les « catégoriques » de l'économie capitaliste (salarial, marchandise, et profit) ce parti-là n'a plus rien de commun avec le communisme. Un fleuve de sang l'en sépare, qui charrie des milliers de cadavres d'oppositionalistes liquidés par Staline et ceux des millions de prolétaires fournis au Capital comme chair à canon de la seconde guerre impérialiste mondiale. Ce parti-là a précipité dans la même débacle les principes révolutionnaires, les méthodes d'action et les organisations de défense que la classe ouvrière s'était données.

Le stalinisme, et le stalinisme français plus particulièrement, a en effet détruit tout autant la force morale que la force physique de cette classe. Sous prétexte d'anti-fascisme, il a livré le prolétariat mondial aux orgies meurtrières d'une guerre génératrice de fascisme, fut-il encore larvé. En invoquant la démocratie et le progrès social, il a brisé les ultimes résistances ouvrières à l'exploitation, permis le productivisme effréné et l'accumulation monstrueuse qui préparent de nouvelles crises et de nouvelles guerres. Non seulement il a effacé du cerveau des ouvriers jusqu'à la notion de leur mission historique révolutionnaire, mais il a encore ruiné leur foi en la dictature du prolétariat comme moyen de l'accomplir. A la révolte spontanée de l'exploité, il a substitué la psychologie conservatrice du consommateur ; à la solidarité prolétarienne, l'égoïsme des catégories professionnelles ; à la générosité et l'audace révolutionnaires, le conformisme superstitieux et la crainte de l'Etat. En un mot, d'un parti de révolution, il a fait, comme il s'en vante lui-même, un parti d'ordre !

res », c'est contre l'opportunisme congénital des Cachin, Frossard et Cie, que notre courant a voulu dresser la barrière de la 21^e des conditions d'admission à l'Internationale, adoptée sur son insistance par le second congrès. C'était par allusion explicite aux déficiences du P. C. F. qu'il mettait en garde l'Exécutif de la III^e Internationale contre trop de tolérance à l'égard des méthodes démocratiques et parlementaires dans le mouvement communiste. C'est en un mot contre le microbe réformiste, dont le bouillon de culture a toujours été la France jacobine et petite-bourgeoise, que notre courant, à cette époque, se battait déjà.

Aussi « minoritaires » que l'on voudra, nous sommes toujours là, sur la brèche du même combat. Mais, entre temps, la plus mauvaise des sections communistes est devenue la meilleure du stalinisme, c'est-à-dire de l'arme la plus efficace de la conservation sociale au sein des masses exploitées. C'est à ce titre que nous dénonçons ce parti. Non pas, comme dans le mythe gauchiste, en tant que parti ouvrier « dégénéré », mais en tant que déguisement politique sous lequel toute la force historique mystificatrice de la bourgeoisie capitaliste investit les rangs du prolétariat. Non pas comme point faible de notre mouvement ouvrier, mais comme point fort du mouvement ennemi.

La formule est révélatrice : cet ordre, c'est l'ordre bourgeois sur lequel repose l'exploitation capitaliste. Il faudrait des colonnes et des colonnes pour énumérer toutes les preuves de dévouement que le P. C. F. lui a données et grâce auxquelles la bourgeoisie française a pu traverser toutes ses périodes difficiles et, en dernier lieu, opérer cette « reconversion », cette modernisation, qui autorise son chant d'allégresse actuel. De la reconstruction capitaliste des années 1945-47, dont le P. C. F. pouvait seul faire accepter les sacrifices au prolétariat, jusqu'au sauvetage de la République gaulliste, lors du « Putsch d'Alger », et jusqu'à la grande secousse sociale de mai-juin 1968, pas une seule fois l'appui effectif, fut-il caché, de ce parti n'a fait défaut au pouvoir en place.

Il a fait « retrousser-les-manches » aux travailleurs avant de les dévoyer dans les « grèves Molotov » d'opposition stérile au Plan Marshall. Il a voté les pleins pouvoirs à Mollet pour l'envoi du contingent en Algérie avant de prôner la « solution négociée » qui sauvegardait les intérêts de l'impérialisme français et consacrait de Gaulle comme héros de la décolonisation ! Pas une seule de ses positions qui n'ait contribué à obscurcir la conscience de classe des ouvriers : pas un seul de ses mots d'ordre qui n'ait placé au-dessus de tout les « intérêts supérieurs du pays ». A la haine des colonisés contre l'impérialisme tricolore, il opposa le « vrai visage de la France et de son armée ». A l'expansionnisme meurtrier, au chômage et à l'automatisme, il opposa les « nationalisations démocratiques » qui laissent intactes, ou même renforcent, la dictature du capital. A l'offensive patronale, il ne connaît d'autre riposte que le repli et la capitulation. A la colère ouvrière il ne sait donner d'autre suite que la négociation. Il a livré la classe prolétarienne pieds et poings liés aux « gérants loyaux du capitalisme » ; il a liquidé le grand réveil social de 1968 pour ne pas avoir à affronter les forces du grand capital et des « monopoles ». Il n'invoque jamais la dictature du prolétariat, mais la discipline républicaine ; il ne tire pas orgueil de la bannière teintée du sang de tous les insurgés du monde, mais se vautre dans les plis du drapeau de la bourgeoisie qu'ont souillé tous les champs de carnage de l'impérialisme !

Dans le pays des insurgés de juin 1848 et de la Commune de 1871, un tel parti ne peut se réclamer du prolétariat qu'au prix d'une monstrueuse imposture. Mais cette imposture a pour so-

cle cinquante années de défaite et de recul du mouvement prolétarien : on ne saurait donc la réduire à la trahison de quelques chefs. Ce parti qui ose s'appeler « communiste », c'est en réalité ce corps étranger au prolétariat dont Lénine mourant dénonçait déjà l'existence comme un chancre destiné à envahir toute l'organisation de la classe ouvrière. Ce caporalisme policier qui étouffe tout réflexe ouvrier ; cette école de sottise politique qui soutient doctement les plus aberrantes contre-vérités ; cette infailibilité que se confèrent des chefs sans morale ni principe, tous ces aspects qui, dans le P.C.F., déconcertent le philistin bourgeois, ne sont que la réalisation la plus achevée du stalinisme qui, lui-même, n'a d'autre contenu et raison d'être que l'écrasement du prolétariat révolutionnaire.

Cette identité est écrite en toutes lettres dans l'histoire de ce parti. Il admirait servilement, et comme « socialistes », les pires méthodes de l'accumulation capitaliste stalinienne. Il ne pouvait donc les désavouer indéfiniment dans l'Occident capitaliste et finit par les admettre comme nécessaires à « tous les systèmes sociaux », acceptant ainsi ouvertement les reconversions, les concentrations, la rentabilité, la concurrence, les heures supplémentaires et la mise en condition, dès la prime jeunesse, des futures générations d'esclaves salariés. Il encensait Staline, l'homme qui a arraché autant de pages de la Révolution d'Octobre qu'il a fait sauter de têtes d'opposants. Il ne pouvait donc plus tolérer la moindre vérité, regarder en face le moindre fait politique objectif, se condamner à ne voir dans l'histoire qu'une sombre machination policière et dans la révolte des exploitées une « provocation ». Il a érigé en système d'organisation le principe du « bouc-émissaire » : tout échec des décisions des chefs de l'Etat russe, au dessein par définition imprévisible, exigeait ses victimes parmi les exécutants, tout insuccès dans la politique du parti appelait son épuration, l'accusateur d'aujourd'hui étant généralement promis demain au rôle d'accusé. Dans l'exécution de ces buts tortueux et sordides, toute une clique d'intellectuels sans scrupules a passé le plus clair de son temps à falsifier les textes et les chiffres, à calomnier les hommes, à « faire cadrer » les événements avec une ligne politique sinieuse mais d'autant plus « indiscutable » que ses tournants, liés aux vicissitudes d'une diplomatie d'Etat, ne pouvaient jamais être prévus. Les mêmes qui ont hurlé avec la meute déchaînée contre les vieux bolcheviks traités de « vipères lubriques » aux procès staliens de Moscou en 1936 applaudissaient tout autant Khrouchchev, vingt ans plus tard, quand il dénonçait les « crimes de Staline » ! Le parti qui ne peut admettre d'autre règle que l'irresponsabilité des responsables et vice-versa, le parti dont aucune des prévisions ne se réalise, dont aucune des promesses n'est tenue, démontre, par ces faits flagrants, que ses objectifs véritables et cachés sont en contradiction avec ceux qu'il prétend poursuivre. A la source de cette contradiction, il n'y a pas d'énigme irrationnelle ou de magie occulte, mais

une explication dont l'histoire, très patiemment mais inlassablement, précise les contours : ce parti qui s'affirme « ouvrier » pense, agit et réagit en parti bourgeois.

A cette affirmation, le bon sens commun crie au paradoxe : comment un parti qui trompe ainsi ses adhérents peut-il encore les compter par centaines de milliers ? Son existence n'est en réalité pas plus paradoxale que celle de la société impérialiste qui réussit à obtenir de la classe ouvrière les efforts productifs les plus insensés dans la perspective de la plus apocalyptique des destructions. La phase historique que nous vivons ne connaît pas de solution intermédiaire entre dictature du capital et dictature du prolétariat. Puisque ce dernier, battu, n'a pu, lors des crises cruciales passées, vaincre son adversaire, c'est celui-ci qui a envahi le propre camp du prolétariat, lui ravissant jusqu'à ses propres organisations.

Partout, dans tous les pays du monde, cet empiètement monstrueux se dissimule sous les mensonges de « réformes », « conquêtes ouvrières », « progrès social » et même « socialisme ». Partout de grands partis contrôlant des millions de travailleurs, ont pour charge d'étouffer leur combativité sous le flot de ces formules anesthésiantes. Partout, quoique en fonction de conditions historiques diverses, les résidus des deux Internationales ouvrières défuntes se partagent la même œuvre d'intoxication idéologique, le même sabotage des grèves. Partout leur rayonnement, leur force, leur existence même est la preuve du reflux, de la faiblesse, de l'inexistence du prolétariat en tant que classe révolutionnaire.

En France, où la planche de salut de tout gouvernement bourgeois fut longtemps le jacobinisme populaire des partis « de gauche », où la social-démocratie fut elle-même sauvée de la ruine par le communisme dégénéré, même la venue au pouvoir du grand capital n'a pu s'opérer sans la collaboration occulte de ce dernier. M. Marchais peut bien hurler d'indignation : jamais le gaullisme, dans son délicat délestage du vieux capitalisme colonialiste, dans sa mise au pas des classes moyennes et dans le démantèlement de leurs citadelles parlementaires et municipales, dans l'extraordinaire reconversion économique opérée grâce au chômage et aux compressions d'effectifs, n'aurait pu réussir dans sa tâche s'il n'avait été assuré sur ses arrières, c'est-à-dire du côté des masses que seul le P. C. F. pouvait contenir dans les cadres légaux et endormir par la promesse fumeuse d'un « socialisme » toujours futur.

Pour ce parti, qui est toujours le « premier de France », il n'est d'autre secret de jouvence que cette aptitude à servir avec le même zèle les gérants successifs de l'Etat bourgeois : à sa longue existence, il n'est pas d'autre raison, en définitive, que la longueur de la phase historique contre-révolutionnaire dont la fin commence à peine à percer.

LE PARTI COMMUNISTE, EN FRANCE, EST MORT-NE ? VIVE LE PARTI COMMUNISTE DE DEMAIN !

L'ignominie de ce faux communisme ne signifie nullement la faillite du vrai. Bien au contraire, elle a pour cause directe l'abandon de ses principes, de ses méthodes, de son programme, qui a mis dans les mains de la conservation sociale l'arme politique la plus redoutable : le contrôle bourgeois de la classe ouvrière de l'intérieur. Mais le moment approche où le prolétariat procédera lui-même à son expulsion. Un parti prolétarien dégénéré ne peut perpétuer deux fois dans l'histoire sa trahison. Au moment de la grande crise capitaliste des années 30, ce parti a réussi, grâce au prestige usurpé se référant à Octobre 1917 et au « socialisme » russe, à détourner les ouvriers dans la

« solution » capitaliste : le second carnage impérialiste mondial.

Une nouvelle crise se dessine que le P. C. F. aborde déjà usé et déshonoré par des décennies de capitulation. Le cycle se boucle qui lui fait intégralement rejoindre le camp corrompu des forces politiques dont, tout jeune, il y a cinquante ans, il ne réussit pas, à Tours, à détruire l'influence et les germes. En tant qu'opportunisme, il s'écroulera avec le camp social qu'il a rallié, déblayant le terrain pour la résurrection du vrai communisme qui, lui, ne peut mourir parce qu'il est la seule solution aux contradictions d'une société déjà condamnée par l'histoire depuis un demi-siècle.

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Les dimanches 3 et 17 janvier, de 10 h. à 12 h., et les samedis 9 et 23 janvier, de 15 h. à 19 h., au siège du « prolétaire », 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^e), métro Gobelins.
- A MARSEILLE : Les samedis 9 et 23 janvier, de 15 h. à 19 h., au siège du « prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).